

**Union européenne - Corée du Nord**  
**- Le Conseil renforce les sanctions**  
**de l'UE conformément à la**  
**résolution 2371 du Conseil de**  
**sécurité des Nations unies datée du**  
**5 août 2017 - Communiqué de**  
**presse du Conseil de l'Union**  
**européenne**  
(Bruxelles, 14 septembre 2017)

Le Conseil a encore renforcé ses mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée en transposant les sanctions sectorielles imposées par la résolution 2371 (2017) du Conseil de sécurité des Nations unies. Cette résolution a été adoptée le 5 août 2017 en réaction aux activités ininterrompues de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) dans le domaine des armes nucléaires et des missiles balistiques, en violation et au mépris flagrant des précédentes résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

Le Conseil s'efforcera de procéder rapidement à la transposition des sanctions supplémentaires contenues dans la dernière résolution du Conseil de sécurité des Nations unies (2375, du 11 septembre 2017), qui prévoit de nouvelles sanctions à l'encontre de la RPDC, notamment le renforcement de certaines des mesures figurant dans la résolution 2371 du CSNU, concernant par exemple les travailleurs nord-coréens. Cela correspond à l'approche adoptée lors de la rencontre informelle des ministres des affaires étrangères de l'UE à Tallinn, le 7 septembre, qui rappelle également la nécessité de faire en sorte que toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies soient mises en oeuvre par l'ensemble des États membres des Nations unies.

Les mesures prévues par la résolution 2371 (2017) du CSNU ciblent les principales exportations de la RPDC puisqu'elles imposent une interdiction totale de toutes les exportations de charbon, de fer, de minerais de fer, de produits de la mer, de plomb et de minerais de plomb. Des sanctions supplémentaires visent le trafic d'armes en RPDC, les coentreprises avec des entreprises étrangères, les banques et leur capacité à générer des revenus et à accéder au système financier international. En outre, les États membres de l'UE n'autoriseront plus les ressortissants nord-coréens à travailler sur leur territoire dans la mesure où ils sont soupçonnés de générer des revenus qui sont utilisés pour soutenir les programmes illégaux d'armes nucléaires et de missiles balistiques du pays.

Les États membres interdiront également la création de nouvelles coentreprises ou de coopératives avec des entités ou des personnes de la RPDC ainsi que l'expansion des coentreprises existantes au moyen de nouveaux investissements.

Le Conseil avait déjà transposé, le 10 août, les listes supplémentaires découlant de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, qui ajoutent aux listes des personnes et

entités faisant l'objet d'un gel des avoirs et d'une restriction des déplacements neuf personnes et quatre entités soutenant ces programmes illicites. Le nombre total de personnes et entités visées par les mesures restrictives à l'encontre de la RPDC et figurant sur les listes établies par les Nations unies est de 62 personnes et 50 entités. En outre, 41 personnes et 6 entités sont désignées de manière autonome par l'UE.

L'UE met en oeuvre toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies adoptées en réaction aux programmes nucléaires, aux programmes d'armes nucléaires et aux programmes d'armes de destruction massive d'un autre type et de missiles balistiques de la RPDC. En outre, l'UE a imposé de manière autonome des mesures restrictives à l'encontre de la RPDC qui complètent et renforcent le régime de sanctions des Nations unies.

Les actes législatifs concernés seront publiés au Journal officiel le 15 septembre./.